

## Débats &amp; Controverses

## L'HUMAIN D'ABORD CONTRE LES LOGIQUES DE PROFIT

## La gratuité des transports, une mesure bonne pour le climat et qui change la vie

## Texte collectif

La gratuité des transports est un débat qui prend de l'ampleur en France et en Europe. C'est un sujet qui mérite d'être à l'ordre du jour, notamment à la suite du dépôt par les députés communistes d'une proposition de loi visant à encourager la gratuité des transports collectifs urbains. Deux conceptions de la gratuité coexistent : une gratuité d'accompagnement pour les pauvres, qui vise à compenser des inégalités de ressources, et une gratuité d'émancipation, qui permet de se libérer de la loi de l'argent, de s'affranchir du marché, qui donne tout son sens à « l'Humain d'abord ». La gratuité des transports permet de changer la vie concrètement, ici et maintenant. C'est, bien entendu, une mesure sociale qui permet de redistribuer du pouvoir d'achat aux ménages, notamment aux classes populaires avec de probables conséquences favorables pour l'économie locale et les commerces de proximité.

C'est aussi une mesure profondément écologique, en ce sens qu'elle permet très concrètement de réduire la pollution de l'air et les émissions de gaz à effet de serre en diminuant le nombre de voitures et en fluidifiant le trafic automobile. Les exemples de mise en œuvre, même à petite échelle, sont, à ce titre, très démonstratifs : à Châteauroux (Indre), où la gratuité existe depuis quinze ans, c'est plus de 200 % d'augmentation de fréquentation ; à Aubagne (Bouches-du-Rhône), en quatre ans, c'est plus de 170 % d'augmentation de fréquentation et 10 % de baisse du trafic routier. Dunkerque (Nord) a constaté les mêmes effets lors de la phase expérimentale de gratuité le week-end, et cela se confirme avec la gratuité totale du réseau depuis le 1<sup>er</sup> septembre 2018. « Les automobilistes devraient remercier chaque jour les usagers des transports en commun pour toute la place qu'ils libèrent dans les rues et qui leur permet de ne pas être bloqués en permanence dans les embouteillages. » La célèbre formule d'Albert Jacquard est tout aussi éclairante

quant à l'utilité sociale de la gratuité. Les libéraux considèrent que les transports ne servent qu'à l'usager et qu'il est donc légitime qu'il paye pour leur usage. Les progressistes, au contraire, estiment que le transport collectif est utile à l'ensemble de la collectivité, qu'il est d'intérêt général. En abandonnant la voiture au profit des transports en commun, on fait diminuer la pollution sonore comme celle de l'air, on améliore la qualité de la vie urbaine. Les transports en commun sont donc utiles à toutes et tous, à celles et ceux qui les prennent comme à celles et ceux qui ne les prennent pas.

Ainsi, la gratuité des transports réunit le droit (au transport) et l'effectivité du droit (à se déplacer). C'est aussi un nouveau droit à la ville qui la rend accessible à toutes et tous. C'est également un nouveau fait urbain qui permet de penser la transformation de la ville sur le plus long terme. Avec une alternative pertinente à l'utilisation de la voiture, avec un réseau de transports efficace et gratuit, on peut commencer à repenser la ville, à imaginer qu'une partie de la place occupée par la voiture soit redonnée aux piétons, aux cyclistes ou transformée pour créer de nouveaux espaces publics, de nouvelles places... de nouveaux usages socialement utiles.

Outre l'argument récurrent du coût financier, les tenants du libéralisme nous opposent un autre argument fallacieux : ce qui serait gratuit serait moins respecté et, par conséquent, la gratuité serait « dangereuse ». Or, là aussi, les expériences montrent que cette « peur du gratuit » des libéraux est bien plus idéologique que pragmatique. Par exemple, à Dunkerque, les incivilités ont diminué de 92 % entre les week-ends où le transport est payant et les week-ends où il est gratuit. Dans un contexte où les libéraux de droite et de gauche font de la baisse de la dépense publique l'alpha et l'oméga de leur pensée politique, il y a besoin de réaffirmer, à l'aide de propositions concrètes comme dans le domaine des transports collectifs, l'utilité du partage des richesses pour répondre aux besoins sociaux et à l'égalité citoyenne. En ce sens, toute mise en œuvre de la gratuité de certains usages et de certains services est bien évidemment une gratuité socialement

construite, sur la base de ressources budgétaires, financières, voire de cotisations sociales qui lui seraient directement affectées. La gratuité des premiers mètres cubes d'eau, de la cantine ou des transports devrait être le grand combat des communistes. La gratuité, c'est l'antithèse du capitalisme où tout peut s'acheter et se vendre. Elle permet de s'attaquer frontalement à la domination de l'argent. L'Humain d'abord, c'est faire passer la réponse aux besoins des populations avant les logiques de profit, c'est faire passer l'intérêt général, l'intérêt des femmes et des hommes et celui de l'environnement avant celui de la finance. L'Humain d'abord, c'est aussi la gratuité. •

**Premiers signataires :** Cyril Cineux, maire adjoint PCF de Clermont-Ferrand, vice-président de Clermont Auvergne Métropole; Jacques Baudrier, conseiller PCF de Paris, administrateur d'Île-de-France Mobilités; Alain Pagano, conseiller municipal PCF d'Angers; Patrice Voir, conseiller municipal PCF de Grenoble, conseiller régional Auvergne-Rhône-Alpes; André Chassaing, député PCF du Puy-de-Dôme, président du groupe GDR; Pierre Garzon, vice-président PCF du conseil départemental du Val-de-Marne, administrateur d'Île-de-France Mobilités; Pierre Chéret, maire adjoint PCF d'Avion, conseiller communautaire de l'agglomération Lens-Liévin; Françoise Fiter, vice-présidente PCF du conseil départemental des Pyrénées-Orientales; Jean Vila, maire PCF de Cabestany, conseiller communautaire; Bernard Czerwinski, maire PCF de Drocourt, vice-président de l'agglomération Hénin-Carvin, président du groupe communiste; Delphine Castelli, conseillère municipale PCF de Dunkerque; Antoine Splet, conseiller communautaire PCF à l'Eurométropole de Strasbourg; Alain Bruneel, député PCF du Nord; Max Guichard, président du groupe communiste et affiliés à Bordeaux Métropole; Jean-Paul Lecoq, député PCF de Seine-Maritime.

LE 1<sup>er</sup> OCTOBRE, L'HUMANITÉ A PUBLIÉ L'APPEL « VERS UNE CIVILISATION DE LA GRATUITÉ », LANCÉ À L'INITIATIVE DE L'OBSERVATOIRE INTERNATIONAL POUR LA GRATUITÉ.

POUR SUIVRE LE DÉBAT SUR L'HUMANITÉ.FR



AIDEZ-NOUS FINANCIÈREMENT, MERCI

www.secourspopulaire.fr